

FLORENCE

Contestation institutionnalisée ou syndicalisme alternatif ?

De Florence, le militant retiendra, avant toute chose, une manifestation gigantesque de plus de 700 000 personnes serpentant, en un interminable défilé multicolore, à travers les rues et avenues de la ville. Au passage des cortèges, la contestation de la mondialisation, de la guerre, des mesures répressives contre les droits syndicaux et du citoyen, s'élevait jusque dans la nuit noire de la fin de la manif.

Il retiendra aussi, sûrement, le tournis qui le gagna quand, arrivant dans l'enceinte de la Fortezza da Basso, il fut pris au milieu des flux de milliers de participants à des forums traitant de sujets aussi divers que ceux relatifs à la marchandisation de l'école, à l'opposition à la vivisection, la question du logement, celle de l'écologie, la question féministe, etc.

Il aura ressenti le sentiment d'une *solidarité enthousiaste*, d'une correspondance des espoirs, d'une vitalité des révoltes ici, là des contestations ; il retiendra de s'être dit que si cette marée humaine continuait sa course, elle réussirait à recouvrir l'étal social où s'engluent les luttes présentes des peuples d'Europe et du monde ; il retiendra d'avoir éprouvé que le mouvement populaire peut renverser l'ordre établi ; il en retiendra la force majeure d'être des centaines de milliers, ensemble, en convergence. Et justement, en convergence vers quoi ?

Le but indéfini de la marche

Là s'initie une autre vision de Florence, dans une réflexion plongée dans la solidarité vécue des présences de tous les pays. Car cette perception du pouvoir du mouvement à rendre accessible le changement d'axe de l'évolution humaine, bref, de la révolution sociale, cette perception née d'une solidarité si immense, doit trouver confiance dans la nécessaire lucidité de ce qui est. En effet, dans le flot des idées, des analyses et des pensées ouvertes à tous vents, on peut percevoir les affrontements d'orientation à la résistance au capitalisme pour les uns, au seul libéralisme pour les autres. La solidarité, qu'en d'autres temps on aurait appelé fraternité humaine, pour bien réelle qu'elle soit - et chaque voyage en bus, la nuit, du retour des derniers feux des discussions du jour, en attestait - peine pourtant à se nouer.

Pourquoi ? La manifestation l'explique à elle seule : un flot continu certes - la marée humaine - mais un flot brisé par les îlots successifs des cortèges hétérogènes, en panne d'unité vivante. Oui, une fragmentation des élans de transformation, une marée montante, mais d'une mer-mosaïque cherchant ses jointures, voire ne les cherchant pas. Au vacarme des rébellions pouvaient succéder, marchant en une même direction, tout aussi bien la voix de contestations mesurées, que celle de l'adaptation critique à la société marchande. A l'imagerie révolutionnaire des badges, des tee-shirts, des drapeaux, des couleurs des banderoles, n'arrive à répondre que le but indéfini de la marche.

Et on retrouve la question de la détermination de cet *en convergence* mentionné plus haut. Il faudrait alors, peut-être, revenir sur le poids écrasant pris par le syndicalisme réformiste dans la préparation de ce forum pour une autre Europe dans un autre monde.

La récupération social-démocrate

L'encadrement de la manifestation par le syndicat réformiste de la CGIL (italien), tant en terme de service d'ordre que de mobilisation à travers toute l'Italie, en est le signe le plus visible. Face à la déconfiture de la gauche italienne après le discrédit de son passage cinq ans durant au gouvernement, la CGIL (en gros l'équivalent de la CGT française) a décidé d'un tournant combatif (voir le numéro 4 de *L'École Emancipée*) pour remettre en selle la social-démocratie.

En France, nous avons assisté à l'inverse, à savoir que les syndicats se sont effacés pour relancer les machines politiques (le 1^{er} mai en est l'illustration tragique, les grosses centrales ne trouvant rien de mieux contre la présence du fascisme populiste de Le Pen au second tour de l'élection présidentielle que de se démettre de toute revendication prolé-

taire pour laisser le micro à la politique politicienne et appeler à voter Chirac).

Force est de constater qu'à Florence, la manœuvre de la CGIL et à travers elle, de la confédération européenne des syndicats (CES) a réussi à merveille. Les débats où intervenaient les syndicats ont été cadencés par la CES.

Du coup, c'est l'efficacité contestataire du Forum social qui est interrogée. Quelle contestation peut bien porter la CES, elle qui négocie tous les coups tordus à l'encontre des travailleurs européens ? Quelle alternative peuvent bien représenter les centrales à elle affiliées ou en voie d'affiliation (CGT, CFDT, UNSA, FSU, etc.) quand, dans leur pays même, elles co-gèrent une partie de la déstructuration des services publics ? Quelle révolte pourraient-elles porter quand dans leur pratique même, elles oeuvrent à l'étouffement des révoltes ? Quelle perspective de changement pourrait dessiner une telle CES dont la représentante au débat du 7 novembre au soir, centré sur le *syndicalisme alternatif en Europe*, prônait une *'économie sociale de marché'* ? Fermez le rideau !

Par ailleurs, combien est alarmante la prise de position des centrales et syndicats français de la CES qui, en droite ligne de leur démission du 1^{er} mai

LA CGT

Un renouveau syndical international sous le joug de la CES ?

Dans ses documents préparatoires au 47^e congrès, *La Nouvelle Vie Ouvrière* du 21 novembre 2002 rappelle l'adhésion de la CGT à la CES (Confédération Européenne des Syndicats) le 16 mars 1999. "26 fédérations ainsi que la plupart des comités régionaux CGT, sont entrés dans les organisations correspondantes de la CES. Neuf fédérations ont également adhéré à des syndicats professionnels internationaux ou fédérations internationales proches de la CISL (Confédération internationale des syndicats libres)" (p. 6).

C'est donc à travers le prisme de la CES que la CGT envisage "le renouveau du syndicalisme international" (p. 5). Et cela relativise les déclarations : "l'enjeu majeur du syndicalisme international est de créer de nouvelles cohérences revendicatives entre production, localisation des productions, expression des besoins et intervention des salariés", bref, aller vers "un droit syndical transnational garantissant l'autonomie et l'indépendance des partenaires sociaux" (p. 16).

D'ailleurs, parlant de Florence et à propos des "fondamentaux" (santé, éducation, statut du salariat, plein emploi, croissance, développement durable, appropriation des nouvelles technologies) d'une unité syndicale Nord-Sud souhaitée, on peut lire l'axe de la CES : "Ils [les fondamentaux] portent l'exigence d'un nouveau rôle des institutions internationales, FMI, banque mondiale, BERD, mais aussi sur l'adoption de normes sociales dans les accords multilatéraux" (p. 16)... Le nouveau rôle du FMI, etc. ? On est très loin d'un syndicalisme de rupture... N'y a-t-il pas illusion à déclarer que la CGT "s'engage à travailler à une réforme profonde de l'organisation du commerce international et de l'OMC" ?

P.C. □

2002, se sont faits représenter par l'association ATTAC dans le débat sur la marchandisation de l'école ! A vouloir se fondre dans le mouvement social institutionnalisé, les voilà démissionnés par lui de leurs fonctions syndicalistes mêmes !

Et il semble bien que Florence marque un tournant accompli de la récupération social-démocrate de la logique même des forums sociaux. La censure de parole de la camarade de SUD-Education dans le premier forum du mercredi (animé par les COBAS et portant sur *l'Europe et l'école*), l'interdiction de parole opposée aux camarades de l'École Emancipée lors du dernier jour, et le refus d'inscrire l'intervention de nos camarades de l'UNICOBAS à l'ordre du tour de paroles de l'Assemblée plénière du forum social européen, ne trompent pas sur la mainmise en cours sur ce genre de manifestation. Et c'est un enjeu. En effet, les promoteurs de la politique spectacle risquent bien de jouer de ces grands rassemblements où convergent des espoirs de changements pour mieux épuiser les forces militantes dans une marche sans fin. Déjà un calendrier abondant est en place, se déclinant de forum mondial en forum asiatique, européen, etc., de forums nationaux en forums régionaux.

Vers une fédération européenne du syndicalisme alternatif

Face à cela, le syndicalisme de lutte a tout intérêt à se structurer en pôle alternatif. C'était la raison d'être de la journée organisée par la coordination pour une Fédération Européenne du Syndicalisme Alternatif (FESAL) de l'éducation (FESAL-E). Y appelaient, en marge du forum officiel, l'UNICOBAS (Italie), SUD-Education (France), Sud-Education canton de Vaud (Suisse), la CGT (Espagne), l'École Emancipée (France). Sur la base des acquis élaborés lors de trois rencontres internationales (voir le texte sur l'école que nous avons publié dans notre numéro du 17/10/2002, texte issu de la réunion de Grenade, où participaient en observateurs le STEs-Espagne et la CNT-France), la coordination cherchait à approfondir les bases d'une construction commune au niveau européen.

Florence : Imagerie révolutionnaire



L'UNION SYNDICALE G10...

Solidaire de la CES ?

Comme le montre le compte rendu, SUD-éducation est le seul membre de l'US G10 à participer à la coordination pour la FESAL-E. Ceci est peu étonnant et ne tient pas qu'à la caractéristique "Education" du noyau constitutif pour la FESAL-E.

En effet, si les textes adoptés par l'US G10 (qui regroupe 33 syndicats ou fédérations nationales dont les SUD) lors de son deuxième congrès, qui s'est tenu les 21 et 22 novembre 2001, semblent sans ambiguïté (*"si la question d'une demande d'adhésion à la CES peut se poser, puisqu'elle est la seule structure à ce niveau, la réponse à cette étape est négative. Son acceptation du libéralisme et des décisions de l'Union Européenne ne peuvent être acceptables"*, p.90), la participation de l'US G10 "Solidaires" au forum officiel n'est pas anodine.

En effet, si on prend à la lettre les textes adoptés par le deuxième congrès, on s'aperçoit qu'une volonté de peser sur la CES nuance grandement le propos que nous venons de citer. Voici ce qu'on y peut lire : *"Aussi, notre propre développement comme l'existence d'autres forces syndicales, dans et hors de la CES, qui combattent pour une transformation sociale et se renforcent, peuvent et doivent peser sur l'évolution de la CES afin de rendre possible, à l'avenir, la construction d'une organisation syndicale pluraliste à l'échelle du continent. Dans ce cadre, l'Union syndicale G10-Solidaires doit débattre des moyens à mettre en œuvre pour impulser au niveau européen un saut qualitatif dans le regroupement, les convergences politiques, l'implication dans les mobilisations communes des forces qui, dans la CES et hors CES, refusent d'accompagner le social-libéralisme. Une rencontre large de l'ensemble de ces forces permettrait de franchir une étape vers la réalisation de cet objectif"* (p. 90/91). Finalement, on a une position qui peut être soumise à des interprétations divergentes.

On peut cependant, sérieusement, se demander en quoi un Forum encadré par la CES comme celui de Florence répond à la résolution du II^e congrès qui affirme que *"la participation à la construction d'un mouvement international contre la mondialisation libérale est une des tâches de l'US G10 Solidaires"* et que ce *"mouvement doit à la fois être le cadre unitaire permettant d'impulser des mobilisations mais doit aussi permettre la construction progressive d'alternatives crédibles"*. Quelle alternative crédible sous le sceau de la CGIL et de la CES ?

P.G. □

Les bases revendicatives se sont aisément imposées : contre les licenciements, contre la précarité, contre l'avancée libérale en éducation et contre la marchandisation de l'école (programmée par l'Accord Général sur le Commerce des Services), contre la déstructuration des services publics et pour leur renforcement, pour le respect et l'élargissement des droits syndicaux, contre les discriminations sexistes, contre les mesures de contrôle social qui tendent à se multiplier dans le secteur de l'éducation. Bien sûr, les spécificités nationales font que les actions syndicales sur ces questions sont

différenciées. Mais il y a une conscience partagée de leur importance.

Par ailleurs, il ne fait aucun doute que la FESAL-E permettrait (elle le permet déjà) de clarifier en les approfondissant les positions à préciser sur la question des services publics, de l'alternative scolaire ; nul doute qu'elle renforcerait l'impact de la lutte pour des papiers pour tous, contre les législations anti-immigrés, mais aussi contre la vague sécuritaire qui envahit l'Europe. Nul doute que d'ores et déjà, la construction de la FESAL-E est un plus militant pour évaluer et apporter une vision militante critique de la logique de la multiplication des forums sociaux en tous genres qui voient le jour aux quatre coins de la planète et des pays européens.

La FESAL-E peut être ce premier pas vers un syndicalisme alternatif tant au niveau européen que mondial. Elle permettrait à un pôle d'actions et de constructions alternatives, forgé autour et par les forces du syndicalisme de rupture que nous souhaitons interprofessionnel, de prendre réalité et de pouvoir peser sur la lutte des classes, en premier lieu pour contrer les plans européens de criminalisation des populations et de creusement des inégalités.

En tout cas, la force de la FESAL-E restera liée à la clarté de son langage, à son refus du double langage cher au syndicalisme d'accompagnement, d'adaptation ou social-démocrate (voir les encarts sur la CGT et le Groupe des 10). Comme le disait le camarade de SUD-Suisse, *"il ne s'agit pas de proclamer la FESAL-E mais de la faire"*, sur des bases claires d'un syndicalisme autonome, libre et révolutionnaire, indépendant, un syndicalisme d'action directe, un syndicalisme fondé sur la démocratie directe.

Philippe GENESTE □